

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 8 fr.
 PÓŁROCZNIE..... 16 fr.
 ROCZNIE..... 30 fr.

Zagranicą:

ROCZNIE..... 32 fr.

TELEFON :

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements :

TROIS MOIS..... 8 fr.
 SIX MOIS..... 16 fr.
 UN AN..... 30 fr.

Etranger :

UN AN..... 32 fr.

TÉLÉPHONE :

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3 bis, rue La Bruyère, 3 bis — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

Coup d'œil sur Varsovie

Pour la première fois depuis huit ans, j'ai revu la Pologne et Varsovie.

Je m'attendais à trouver le pays et sa capitale bien changés. Je n'oublie pas que la guerre a passé par là, et que pendant six ans elle n'a presque pas cessé.

Que la Pologne soit plus pauvre, que Varsovie soit moins bien tenue, comment s'en étonner ? La Pologne appauvrie sans doute, mais Varsovie n'est pas moins propre qu'autrefois. Je suis frappé au contraire de l'ordre de la rue, de la netteté des trottoirs, du soin évident que l'on apporte à entretenir les jardins fruitiers et les squares.

A la gare même, moins de ces hommes loqueteux qui, sous prétexte de porter les bagages, se jetaient sur les voyageurs et les importunaient de leurs cris et de leurs offres de service.

Beaucoup de ces « lazzaroni », commissionnaires, « marrons » du temps des Russes, sont devenus des « tragaze » en titre, et remplacent les moscovites disparus pour la plupart de la capitale polonaise.

Plus de gendarmes russes et plus d'inscriptions russes, autoritairement étalées à toutes les portes, guichets et devantures, cachant, étouffant les inscriptions polonaises.

Ce n'est pas une mince satisfaction de constater que la capitale de la Pologne est redevenue polonaise, et qu'elle est débarrassée des tchinovniks, des pristafs, des uriadniks et autres parasites du tsarisme. On respire enfin dans Varsovie rendue à la liberté, et lorsqu'on passe sur la Place de Saxe, où s'élève orgueilleusement le « Sobor » orthodoxe, planté là sur le plus bel emplacement de la ville, on ne songe plus à s'indigner, et l'on ne demande pas, comme certains, que ce monument de la domination russe soit jeté bas.

Varsovie est libre ! Plus de « gardavoï » brimbalant leur fusil-baïonnette, au risque d'éborgner les passants ; plus de cavalcades de cosaques asiatiques, caracolant sur leurs petits chevaux, sous de longues « bourkas » grises en poil de chameau.

Varsovie est libre ! Et cependant, il s'en est fallu de bien peu qu'elle ne le fût plus, et qu'une fois encore elle connût la domination russe ; la pire de toutes, cette fois, la domination d'un peuple affolé par la misère et le goût du pillage, et conduit par les plus ignobles démagogues que l'on puisse imaginer.

Si le 16 août dernier, devant Radzymin, à quelques lieues de la capitale, l'aumônier du 236^e d'infanterie, l'abbé Skorupka, ne s'était élancé à la tête des volontaires, le crucifix d'une main, le revolver de l'autre pour repousser une offensive bolcheviste, le front polonais était forcé, l'ennemi attaquait les faubourgs de Varsovie et risquait de prendre la ville.

S'imaginer ce qui serait advenu, si les bolcheviks avaient occupé Varsovie, n'est pas chose facile.

Depuis longtemps déjà, les Russes annonçaient leur volonté de prendre Varsovie, à tous les paysans des provinces envahies.

— Nous y trouverons des chaussures, disaient les va-nu-pieds, si nombreux dans l'armée bolcheviste.

— Nous coucherons dans les maisons des riches. Nous aurons huit jours de pillage et d'orgie ! (*Pohulajem!*) on nous l'a promis ! Et après nous ferons des soviets, pour toute la Pologne, comme nous avons fait en Russie.

A Ciechanom, petite ville au nord de Varsovie, odieusement pillée et violente par les Rouges, un colonel bolchevik, les pieds nus, les vêtements en loques, un chapeau de femme sur la tête, disait aux enfants polonais :

— Qu'est-ce que ça veut dire ? Vous ne parlez pas russe ? Attendez, nous allons vous donner des écoles russes, toute la Pologne parlera cette langue de la civilisation nouvelle !

Fort heureusement, « la civilisation nouvelle » ne s'est pas encore imposée à la Pologne. Elle est même en plein recul. Mais il est douteux que ses protagonistes aient dit leur dernier mot. Le bolchevisme ne renoncera pas si facilement à ses conquêtes. Pour durer, il est presque fatal qu'il soit conquérant.

Aussi la Pologne se prépare-t-elle à la résistance.

Dans les rues de Varsovie le défilé des soldats est fréquent. Troupes en bleu horizon de l'ancienne armée Haller ; troupes en gris kaki habillées d'uniformes américains ou anglais ; troupes en uniformes plus sombres dont l'équipement provient on ne sait d'où.

L'armée polonaise est encore disparate, et son armement, son instruction ne présentent pas encore l'unité et l'uniformité désirables. Mais tout cela viendra avec le temps.

Aujourd'hui, une grande qualité se manifeste dans cette armée toute neuve, c'est l'enthousiasme pour la guerre, pour la résistance à l'invasion. Pareille armée conduite par de bons chefs pourrait assurer la complète sécurité du pays.

Toutefois les conditions de la vie sont si déficientes en Pologne, et l'alimentation notamment devient si précaire, qu'il faudra cet hiver un grand courage à l'armée et à la population civile pour passer les mois les plus pénibles de l'année.

A Varsovie déjà on sent les effets désastreux du pillage et des dévastations accomplies par les bolcheviks à Ploek, Lomza, Bialystok, Siedlce, Lublin, Galicie Orientale, c'est-à-dire dans six provinces particulièrement fertiles et dont les récoltes fort belles, pouvaient assurer le ravitaillement de la capitale.

Le pain déjà fait défaut. La carte de pain ne donne droit qu'à huit cents grammes par semaine et par personne. Dans les restaurants on ne sert que quelques minuscules tartines qui font à peine une bouchée, et l'on ne peut en redemander. Chez les particuliers, on sert le pain, par fines tranches et souvent à la fin du repas. Ce pain est gris, noirâtre même et grumeleux, comme s'il contenait de la sciure de bois. Le pain blanc se trouve encore ; mais il est bien cher pour la plupart des bourses.

Ce pain si rare, les prisonniers bolcheviks en reçoivent autant que les soldats polonais. Ils re-

çoivent aussi des couchettes fort convenables, que la Croix-Rouge américaine a pris soin de leur envoyer, jouant ainsi le rôle du Bon Dieu, dont la bonté s'étend à toute la nature !

Dans une prison, j'ai vu des bolcheviks, notamment des « Commissaires du peuple », rassemblés cinq ou six à la fois, ces éminents personnages jouent paisiblement aux cartes, ou bien par la fenêtre regardent couler la Vistule. Ils ont « droit » tous les jours à dix cigarettes. On ne manque pas de les leur donner.

La plupart ont des figures de brutes et parfois d'illuminés. On s'étonne qu'ils ne soient pas déjà fusillés, après les atrocités sans nombre qu'ils ont commises.

Le caractère polonais s'y oppose, me dit-on. Or, l'organe officiel des Soviets, « Isviestya », dans son numéro du 22 mai, recommandait aux soldats bolchevistes : « d'user de terreur sanglante à l'égard des paysans polonais riches, de les mettre à mort jusqu'au dernier, ainsi que pour les autres Polonais qui ont pris part d'une façon quelconque aux combats contre le Gouvernement des Soviets... »

La Pologne est en face de brutes déchaînées. Ce n'est pas l'heure de faire du sentiment.

Georges BIENAIMÉ.

Les morts vont voter

Les Allemands sentent bien que la Haute-Silésie leur échappe. Ils mettent donc tout en mouvement pour augmenter leurs chances. Le gouvernement soumet au Reichstag un projet d'autonomie qui doit contre-balancer l'effet de l'autonomie déjà garantie par la Pologne à la Haute-Silésie. La presse demande qu'on élargisse encore le projet. L'Office de ravitaillement allemand entoure la Haute-Silésie d'une sollicitude exceptionnelle et la « Schlesische Zeitung » annonce en gros caractères toutes ces ordonnances. Mais, tout ceci n'est pas encore suffisant. Le Conseil suprême en consentant à ce que la question de la Haute-Silésie soit résolue par le plébiscite et ceci « eu égard aux affirmations des Allemands que la Haute-Silésie voulait rester rattachée à l'Allemagne » remarque que pourtant « sa population est polonaise dans la proportion de 2 : 1 (1.250.000 contre 650.000 d'après le recensement de 1910) » (15 juin 1919). Une contradiction entre le paragraphe 88 du traité, donnant droit de vote à tous les habitants du territoire et le paragraphe 4 du protocole admettant au plébiscite toutes les personnes nées sur le territoire donne aux Allemands une bonne occasion de couvrir d'un prétexte parfaitement légal et honnête des agissements aussi illégaux que malhonnêtes. Prenant pour base le droit qu'a toute personne née en Haute-Silésie de prendre part au plébiscite, ils ont chargé une section spéciale de l'Union des Hauts-Silésiens fidèles à leur pays » de renseigner et de faire voter les 400.000 Hauts-Silésiens qui, selon les statistiques allemandes, se trouveraient à l'étranger. Les autorités allemandes en Haute-Silésie montrent une confiance vraiment exagérée en ces émigrés. Les autorités polonaises ont entre leurs mains des cartes d'identité pour le plébiscite où, à côté de la place pour la signature du porteur, laissée en blanc, se trouve pourtant la légalisation en bonne et due forme... Ainsi, on aura autant de « Hauts-Silésiens émigrés » qu'il en faudra pour faire pencher la balance du côté allemand.

Moscou toujours suppôt de Berlin

II

(Suite et fin.)

Après avoir tout le temps saboté la guerre contre la Prusse, tout en proclamant à la face du monde sa fidélité inébranlable aux alliances et sa volonté inflexible de lutter jusqu'au bout, Nicolas II finit par renvoyer le grand-duc Nicolas au fin fond du Caucase, car l'enthousiasme guerrier et prussophile du grand-duc gênait sa politique, de plus en plus orientée vers les conceptions de la tsarine et les menées occultes de Raspoutine. Il s'entoura de ministres aux attaches germaniques, tels que Stürmer, Protopopov, etc., arrêta les avances trop foudroyantes de Broussilov, livra la Roumanie aux soldats de Mackensen et s'étant proclamé généralissime à la place du grand-duc disgracié, il se mit à exécuter servilement tous les plans stratégiques, politiques et diplomatiques de la tsarine, belle-sœur de Henri de Prusse et qui devait toute sa brillante situation au Kaiser. C'est donc Guillaume II qui mena à bonne fin les négociations matrimoniales, qui aboutirent à faire régner la pauvre petite Princesse de Hesse sur l'un des plus grands empires du monde.

Pendant tout le temps de cette grande guerre, il y eut des militaires polonais mêlés avec les soldats du tsar dans les tranchées moscovites. Revenus dans leurs foyers, ces militaires ont parlé, plusieurs même ont décrit leurs impressions. Ils ont raconté ce qu'ils ont vu et entendu autour d'eux et ces dires de témoins oculaires sont très précieux pour des historiens impartiaux. Seulement cette histoire racontée diffère de beaucoup de celle que nous servaient tout le long de la guerre les grands quotidiens de Paris, de Londres ou de New-York. Ils racontent par exemple que le front allemand après la disgrâce du grand-duc Nicolas devenait de plus en plus mince, que les soldats allemands forts et vigoureux étaient tout le temps remplacés par des invalides, borgnes ou boiteux, que rompre ce front si faible aurait été très facile, mais que jamais l'ordre n'en fut donné. Ils racontent qu'au contraire dès qu'un point de ravitaillement du front moscovite était bien fourni de nouveaux stocks de nourriture, inmanquablement l'offensive allemande se déclenchait dans cet endroit et les stocks passaient dans les tranchées allemandes pour le plus grand bien des compatriotes de la tsarine. Ils disent aussi que lorsque la politique « prévoyante » de Moscou voulait se débarrasser dans une contrée proche du front d'une minorité indésirable, ou de pauvres uniates, attachés à la foi de leurs ancêtres, on voyait justement à cet endroit se déclencher une offensive allemande, qui donnait le prétexte au haut-commandement d'envoyer des nuées de cosaques pour faire évacuer cet endroit. Et comme Rostopchine à Moscou, les cosaques se ruaient sur les malheureux habitants en incendiant, pillant, dévastant et détruisant tout, enlevant les habitants et les forçant à quitter

tout pour l'exil sibérien. On ne peut se figurer toute l'horreur du désespoir de cette malheureuse vague humaine, talonnée par le knout des cosaques et l'incendie de leurs foyers. On voyait des mères jetant au passage des ponts leurs enfants à l'eau pour ne pas assister impuissantes à leurs terribles souffrances...

L'école de Bismarck, qui présidait aux déportations prussiennes en Belgique et à Lille, était fidèlement imitée par Moscou dans ces ruées mongoles de cosaques bestialisés. Seulement les déportés de Lille avaient du moins la consolation que le monde entier a su leur malheur et connu l'infamie des procédés prussiens, tandis que dans l'immensité de l'empire moscovite tous ces malheureux parias, héros anonymes, périrent inconnus dans la steppe blanche, abandonnés de tous...

On frémit à l'idée de ce que serait devenue la France et l'Europe entière, si le gouvernement français, confiant dans son alliance russe, n'avait pas préparé simultanément l'entente cordiale avec l'Angleterre. Si la superbe Albion avait gardé sa neutralité et si l'Amérique n'était pas accourue pour se ranger au côté de la France, quel nouveau Rosbach aurait écrasé la pauvre France et quelle consolation colossale de l'hégémonie toute-puissante du nouveau Frédéric !

Heureusement nous n'en sommes pas là, mais la leçon de l'histoire est celle-ci: La Société des nations civilisées et la ligue des gouvernements, travaillant au triomphe des sages principes de celui, qui « le premier fit de l'amour une loi », c'est-à-dire les gouvernements qui veulent la liberté juste et chrétienne, doivent comprendre que, pour que la paix juste se mette à régner dans toute l'Europe, il faut non seulement mater Berlin, mais il faut aussi vaincre Moscou. Ces deux foyers pestilentiels du principe bismarckien, qu'on ne doit régner que par la force, doivent être réduits à leur plus simple expression. Et Moscou et Berlin, aux origines et traditions de bêtes de proie, doivent être forcés de lâcher toutes les malheureuses nations, qui gémissent sous leur joug, qui veulent se libérer et statuer elles-mêmes sur leur sort et choisir elles-mêmes la forme de gouvernement qui leur convient. En un mot, il faut que l'Europe entière veille sur la libre disposition de chaque peuple et que ce principe, acheté si chèrement par le sang de tant de millions de héros, ne devienne pas lettre morte. Il faut soutenir de toutes ses forces morales et matérielles « toutes tendances séparatistes » de toutes les malheureuses victimes de Moscou et de Berlin et il faut surtout ne pas séparer, dans l'œuvre d'épuration morale de l'Europe, Berlin de son traditionnel suppôt, Moscou.

C. de IZYCKI.

recourir à l'arbitre suprême qui est la Société des Nations et l'incident est clos.

Attendons néanmoins pour voir si sur place là-bas dans les environs de Seyny et Suwalki, les choses se passeront comme il a été décidé à Paris. Les armées lithuaniennes voudront-elles se retirer des territoires qu'elles occupent indûment? Se conformeront-elles au désir du Conseil de la Société des Nations?

Le représentant de la Lithuanie, M. Waldemar, paraît en être sûr. Il affirme que son gouvernement et celui de la Pologne sauront éviter toutes hostilités en attendant l'application du règlement élaboré à Paris. « Je puis vous donner l'assurance, a-t-il déclaré, que mon gouvernement n'épargnera rien pour atteindre ce résultat. »

Quant à M. Paderewski, toujours noble et généreux, il a tendu spontanément la main à M. Waldemar. Puisse ce geste symbolique marquer le retour à l'alliance traditionnelle entre la Pologne et la Lithuanie! Quand on pense que pendant plus de quatre siècles, les deux peuples étroitement unis ont marché la main dans la main, qu'ils ont toujours combattu pour la même cause, qu'ils ont eu les mêmes amis et les mêmes ennemis, on ne peut pas réprimer un mouvement de dépit en voyant l'horreur de la situation créée par le conflit lithuano-polonais à la plus grande joie de l'Allemagne et des gens de Moscou.

Si ce conflit est terminé, ou si, tout au moins, il s'achemine vers un règlement raisonnable et définitif, on n'aura qu'à se louer du résultat obtenu.

Seulement, une fois la paix rétablie entre les deux nations sœurs, il faut qu'elle le soit sincèrement, sans la moindre arrière-pensée.

Il n'y a pas longtemps, le Conseil suprême a tranché un autre litige auquel était également mêlée la Pologne. Je veux parler du différend polono-tchèque au sujet de Teschen.

Là, comme dans le cas présent, la Pologne a fait preuve d'un profond esprit de modération.

Elle a sacrifié à son désir de paix des terres purement polonaises, des richesses minières inestimables, elle a en un mot tout fait pour avoir dans la jeune nation tchèque un voisin bienveillant et aimable.

Or, la réalité ce but ne paraît pas être atteint. Les Tchèques ne cessent de pratiquer à l'égard de la Pologne leur politique perfide et sournoise.

De même qu'ils lui enfonçaient un poignard dans le dos au moment où la menace bolcheviste lui faisait courir le plus grand péril, de même aujourd'hui ils continuent à observer à son égard une attitude plus que suspecte qui n'a rien d'amical.

Leur mauvaise volonté apparaît à chaque instant. Je ne citerai qu'un petit exemple.

Nous avons à Paris des journalistes dévoués corps et âme à la cause tchèque. L'un d'eux, qui signe L. Weiss, brille dans la constellation de « l'Europe Nouvelle » et fait de fugitives apparitions sur les colonnes du « Petit Parisien ».

Mme Weiss, car c'est une femme, traduit sa dévotion à la cause tchèque par une haine féroce à l'égard de la Pologne. Elle en a donné des preuves dans la campagne qu'elle a menée à l'occasion de la question de Teschen et au sujet de la paix polono-bolcheviste.

Aujourd'hui, où il semblerait que tout sujet de litige entre la Bohême et la Pologne est écarté, Mme Weiss ne désarme pas.

Avec une astuce purement féminine et une méchanceté digne des représentantes les plus classiques de son sexe, elle décoche à l'adresse de la Pologne des traits pleins de venin.

Ainsi, l'autre jour, dans un article publié dans le « Petit Parisien », sous le titre « Sur les routes de l'Europe centrale », elle a trouvé le moyen de placer la phrase suivante: « L'Allemand sait la traditionnelle exécution que l'Israélite inspire au Polonais. Il déteste ce dernier, envahisseur de la Haute-Silésie ».

Cela n'a l'air de rien. Mais que de fiel et de fausseté dans cette énonciation !

Alors que, aussi bien Polonais que Juifs font tous leurs efforts afin d'établir entre eux des rapports normaux, Mme Weiss tient absolument à ce qu'une exécution traditionnelle « les sépare ». Plus il y aura de troubles et de déchirements en Pologne, plus ses « bons » voisins tchèques en seront contents. Mais où la perfidie atteint son comble, c'est dans la phrase qui a trait à la Haute-Silésie.

Il faut vraiment avoir une audace sans pareille pour traiter le Polonais « d'envahisseur de la Haute-Silésie ».

Le paysan polonais lutte depuis six cents ans contre les empiétements de la race germanique qui voudrait le chasser de la Silésie. Il se cramponne à chaque arpent de terre, il verse son sang pour défendre chaque

Propos d'un vieil émigré

Le Conseil de la Société des Nations vient de débiter d'une manière à la fois adroite et élégante. Les

décisions prises au sujet du conflit lithuanien semblent nous transporter dans un monde complètement nouveau. On croirait réalisé le rêve des pacifistes. Les peuples n'ont plus à redouter les horreurs de la guerre. Dès qu'un différend surgit entre eux, ils n'ont qu'à

pouce du sol sacré de ses pères et voici qu'on l'acuse délibérément « d'envahir » son pays natal.

C'est un des plus beaux spécimens de la bonne volonté et de la sincérité tchèques que l'on puisse trouver. A moins que Mme Weiss ne soit définitivement troublée avec l'histoire et la géographie. Alors elle est pardonnée. « Ignorantia feminae non nocet ».

UN VIEIL EMIGRÉ.

UNE PAGE D'HISTOIRE

La Gazette de Varsovie rappelle que les Allemands avaient l'intention d'ériger, en 1917, la Lithuanie en royaume en plaçant à sa tête un des fils du Kaiser. Wilno devait être la capitale. En gens méthodiques, ils procédèrent, d'abord, à un recensement qui devait, conformément à leurs plans, établir la prépondérance de l'élément lithuanien dans ce pays. Les résultats furent décevants. En 1917 il y avait, à Wilno, 68.733 Polonais, 60.613 Juifs, 3.671 Lithuaniens, 2.016 Russes, 2.045 Blanc-Ruthènes, 995 Allemands et 208 représentants d'autres nationalités.

Dans la province de Wilno, il y avait : 233.149 Polonais, 118.183 Lithuaniens, 8.088 Blanc-Ruthènes, 4.155 Russes, 37.137 Juifs, 1.256 Allemands et 820 personnes d'autres nationalités. En tout, le recensement a établi que les Polonais avaient une majorité absolue de 331.872 têtes dans la région de Wilno.

A Grodno, mêmes résultats : 144.071 Polonais, 51.904 Blanc-Ruthènes, 6.535 Lithuaniens. Les Allemands en furent consternés et la Gazette de Voss, en juin 1918, publia une série d'articles alarmants et dénonçant l'erreur du gouvernement qui voulait ériger un Etat artificiel et qui aurait eu contre lui la majorité de la population. A la suite de ces faits, les dirigeants de Berlin renoncèrent à leur plan primitif. Ils se contentèrent, en novembre 1918, de céder la région de Wilno aux Bolcheviks après l'avoir dûment pillée et dévastée.

LA CONFESSION D'UN ROUGE

On lit dans le « Courrier de Varsovie » :

Au cours des combats entre le groupe du général Bulak-Balachowicz et la 59^e division des soviets, le commissaire bolcheviste à la dite division, Nicolas Strogonof, est passé délibérément à l'armée Balachowicz. Voici le texte d'un appel qu'il a lancé à ses anciens frères d'armes :

« Moi, ancien commissaire aux armées, attaché à la 59^e division des Soviets, tiens à dire au peuple polonais et à l'Europe toute entière : méfiez-vous de la Russie des Soviets. Elle ne cherche qu'à vous rouler. Le commissaire n'est qu'une feuille de vigne qui dissimule la terreur, la violence, le pillage, la ruine complète de la Russie et l'enrichissement honteux des commissaires bolchevistes. La paix des Soviets ? Allez donc ! Trotsky n'a-t-il pas déclaré, à une conférence confidentielle des commissaires, qu'il ne saurait être question d'une paix, mais seulement d'une trêve ? « L'existence du régime des Soviets — a-t-il dit — c'est la guerre. Que nul d'entre vous n'oublie que nous devons faire flamber toute l'Europe et que les rouges leurs d'incendie pointent déjà en Angleterre et en Italie. »

Telles ont été les paroles authentiques de Trotsky. Que le peuple polonais se garde bien de tendre sa main confiante à ce bandit ! Et vous, mes camarades de l'armée rouge, actuellement internés en Pologne, enrôlez-vous dans l'armée des volontaires du général Balachowicz afin de pouvoir rentrer les armes à la main et vous venger de ceux qui vous ont trompés. On vous a dressés et entraînés pour une lutte fratricide et entre temps vos sœurs et vos femmes ont été jetées en pâture aux Chinois. Vos maisons ont été saccagées et souillées.

Et vous, ouvriers, sachez que le travailleur en Russie, hâte et débraillé, peine seize heures par jour sous le fouet.

La Russie toute entière, loqueteuse, affamée, misérable, gémit sous la botte des commissaires. Qu'ils soient maudits jusqu'à la dixième génération ! Tous les journaux sont priés de reproduire cet appel.

Signé : Nicolas STROGONOF.

La production du sel et sa réserve en Pologne

La Pologne est un pays extrêmement riche en sel. Les recherches géologiques démontrent que nous possédons près de quelques milliards de tonnes de sel, ce qui permet de supposer que cette réserve suffirait pour quelques milliers d'années, même dans le cas d'une augmentation de la production.

La Pologne possède deux groupes de mines de sel : l'un se trouve dans le Grand-Duché de Posnanie (Inowroclaw et Wapno) et au Nord-Ouest de l'ancien Royaume (Ciechocinek) ; l'autre, plus important, s'étend autour des Carpathes, en Galicie (Wieliczka et Bochnia) et sur 9 points de la Galicie Orientale (régions de Stanislawow et de Drohobycz).

Les mines de sels de potasse les plus riches (Kaïnite, sylvine, carnalite), se trouvent aux environs de Kalusz ; le reste des couches souterraines de ces sels s'étendant à Stebnik et à Morszyn n'ont été ni étudiées ni exploitées jusqu'ici.

L'exportation du sel de la Galicie s'élevait avant la guerre à 45 % de toute la production.

Par suite de l'invasion russe, il est impossible d'évaluer la production de la région de Stanislawow depuis 1914 ; par contre, depuis lors la production de sel fin dans la région de Crakovie a presque triplé. En 1917, l'extraction y a donné 92.893 tonnes, c'est-à-dire une quantité de sel dépassant le total de la production des trois régions en 1912. Les mines de sel de la Galicie occupaient, avant la guerre, près de 3.500 ouvriers, et 2.500 en 1917.

L'extraction faite aux mois de juillet et d'août 1919, égale celle d'avant guerre. Vu que nous sommes actuellement privés du sel russe et d'autre part eu égard aux besoins de la future industrie chimique en Pologne, une extraction plus forte du sel de Galicie est indispensable et très possible.

En Posnanie, les couches de sel s'étendent sous Inowroclaw.

Dans les années 1905 et 1906, une certaine mine de sel, particulièrement productive (et dont l'entrée est obstruée actuellement), a fourni 27.935 tonnes. Ce sel fut exporté principalement dans le Royaume du Congrès. Aujourd'hui, nous ne possédons qu'une seule mine de sel, qui a produit 13.000 tonnes en 1918.

Dans le Royaume, la seule mine de sel se trouve à Ciechocinek. Sa production ne satisfait qu'aux besoins des environs les plus proches ; quant au ravitaillement du Royaume (130.000 tonnes par an), il était fourni avant la guerre par le bassin du Don et les marais salants de la mer Noire, et en partie par les mines de Inowroclaw. En 1910, les mines de Ciechocinek occupaient 62 ouvriers et ont produit près de 4.000 tonnes de sel.

En 1913, la production totale des mines polonaises s'est élevée à 187.000 tonnes. En 1919, l'extraction a fourni 166.000 tonnes.

La production de la Petite Pologne a donc augmenté de 3.000 tonnes par rapport à l'année 1913 ; tout le déficit revient à la Grande Pologne, où l'extraction a diminué de 60 %.

Durant le premier trimestre de cette année, la production mensuelle de toutes les mines a atteint 23.000 tonnes, autrement dit l'augmentation de la production mensuelle totale est de 40 % par rapport à l'année 1913 ; on compte principalement une augmentation d'environ 60 % dans la Petite Pologne. Dans la région de la Grande Pologne on constate une diminution ; il en est de même pour le Royaume du Congrès où la diminution de la production atteint 53 %. Dans tous les cas, l'augmentation de la production est importante.

En général, on peut s'attendre à une augmentation de l'extraction du sel. On peut supposer que, dans la Petite Pologne elle peut atteindre 25.000 tonnes par mois, dont 20.000 tonnes seraient produites par les régions de Bochnia et de Wieliczka.

BULLETIN

= Le sort des écoles de la Haute-Hongrie.

Les Tchèques, qui annoncent au dehors une politique nationale des plus radicales et aiment à rappeler leur civilisation supérieure imaginaire, ont entrepris en plusieurs endroits la destruction des écoles de la Haute-Hongrie de la manière la plus brutale. La prescription étant toujours la même et partout équivoque. Dans les endroits, où à côté de la majorité magyare prépondérante se trouvaient quelques enfants slovaques fréquentant l'école, une statistique falsifiée servit de prétexte pour l'abolition de l'enseignement hongrois. Là, où ce procédé ne pouvait être appliqué, même avec la conscience la plus large, les écoles hongroises furent fermées sous prétexte que des manœuvres hongroi-

ses, dangereuses pour l'Etat, y avaient eu lieu ; et lorsqu'ils se fâchaient ils y placèrent des soldats qui avaient soin de détruire — pour la gloire de la civilisation — les agencements scolaires enrichis graduellement par l'Etat hongrois pendant des dizaines d'années avec un soin plein de sollicitude jalouse. L'école primaire supérieure de l'Etat de Nagytapolcsany, dont l'installation était l'une des plus exemplaires, subit un pareil sort. Les soldats firent du feu avec les bancs de l'école, ils arrachèrent les portes fermées des cabinets d'histoire naturelle, les images du cabinet de dessin, les modèles en furent détruits, brûlés ; les précieux instruments du cabinet de physique furent brisés à coups de crosse, les vitres de la bibliothèque de l'école furent brisées, les livres déchirés. L'enseignement cessa naturellement et le tyranique Zupan ne fournit jamais à la jeunesse étudiante hongroise l'occasion d'achever le semestre interrompu.

Chronique financière

Décidément, il n'y a pas grand'chose à dire sur notre malheureuse Bourse qui ne sait plus à quel saint se vouer. Crise présidentielle, grève en Angleterre, essais bolchevistes en Italie, l'inconnu en Pologne, convulsions en Allemagne, autant de soucis pour la gent spéculatrice qui s'adonne tantôt à l'optimisme le plus robuste, tantôt au pessimisme le plus noir. Les cours s'en ressentent forcément dans les deux sens et la cote offre un spectacle plutôt cinématographique ; aussi serait-il oiseux de se livrer à une revue des cours qui changent au jour le jour sans que leurs modifications aient un sens quelconque.

Signalons seulement la résistance éloquente des « Monaco », des « valeurs de pétrole », notamment de la « Mexican Eagle » et des « Mines d'Or ». Mais là non plus il n'y a aucun mouvement intéressant. Il faut s'armer de patience.

PAUL LANDOWSKI.

POLONAIS !

Souscrivez

A

L'EMPRUNT FRANÇAIS

6% 1920

NET D'IMPOTS

C'est votre devoir.....

et c'est votre intérêt !

PRIX D'ÉMISSION : 100 FRANCS

Les souscriptions sont reçues sans frais

à la

Banque pour le Commerce et l'Industrie
à Varsovie

PARIS

36, rue de Châteaudun

MEMENTO

Na grobie Węgier.

Na grobie poszarpanych, rozkawałkowanych Węgier, państwa, które z mogiły ich się pożywiły, usiłują czempredziej nagromadzić kamieni tak ciężkich, aby przytłoczony naród nie mógł się podźwignąć.

Państwem bezpośrednio zainteresowanym w czuwaniu nad grobem Węgier są Czechi. One to więc, niby wczoraj trzech Polski ciemiężyciele, zebrały dwu swych współników i utworzyły, tak zwaną, «Małą Ententę», małe trójprzymierze trzech sąsiadów Węgier, trzech rabusiów, którzy, upominając się o swoje, zagarnęli przedwzrostkiem obce słowackie i cudze węgierskie obszary.

To zawiązanie «Małej Ententy», które pośrednio pokrzyżowało plany naszej, polskiej polityce, bo wciągnęło w sferę czeskich intryg Rumunję i Jugosławję, przeraziło niektórych naszych działaczy i spowodowało nieprzewidywaną ich chęć do zaciągnięcia Polski do kompanii czuwającej nad Dunajem... Sam pan Jonescu, rumuński mąż stanu, raczył zresztą oświadczyć najnieśpodziewaniej, że Polska tyle ziem... zabrała Niemcom... że niewątpliwie będzie musiała szukać punktu oparcia w «Małej Entencie», która, ze swej strony, gotowa by przyjąć ją do swego grona.....

Tyle wiadomości zewnętrznych, ufamy, że prawdziwych wiadomości.

Interes Polski i moralny punkt polityki polskiej jest zgola sprzeczny z planami i kalkulacjami czeskiemi. Polska z Węgrami miała zawsze i mieć będzie bezwzględnie interesy i sentymenty wspólne, uswięcone tradycjami. Polska nie może zaciągać się w poczet strażników grobu Węgier, sprzeciwia się to bowiem zarówno jej naturze, jak i jej własnemu pożytkowi. Dalej, Polska równocześnie odróżnia bardzo mocno Czechi od Słowacji i ma dokumenty, że ta ostatnia nie podziela tendencji praskiej hegemonji. W bałkańskie spory i zatargi Polska mieszać się nie może a obojętnie, przy całej powolności Bukaresztu, nie ma danych, aby uwierzyć w rumuńskie siły bojowe, a dalej wylać się w Besarabskie zadgnięcia.

Polska z ostatniego najazdu bolszewickiego wyciągnęła dla siebie, wierzymy, poważne wskazania, że na żadne odruchy solidarności, ze strony tej samej «Małej Ententy», liczyć nie powinna. I przeciwnie, że wbrew nawet bezpieczeństwu własnemu może liczyć bezwzględnie na odruch żywiołowy narodu węgierskiego.

Więc choć «Mała Entente» usiłuje imponować Europie, jako concept, jako dowcip czeski, jako rzekoma «emancypacja» małych państw z pod

wplywu państw wielkich, jesteśmy przekonani, że nie zaimponuje nam, Polakom.

Polska, w tej chwili, pomimo wszelkich pokojowych układów, jest skazana jeszcze na dziesiątki lat przymusowego zbrojnego pogotowia... Jedynie wówczas pracować i organizować się będzie mogła, jeżeli będzie czuwała dzień i noc na swych granicach, jeżeli będzie opierała się o takich sojuszników, na których istotnie liczyć będzie mogła w ciężkiej chwili napadu wrogięgo.

Czesi, wobec nas, oddawna odsłoniли karty. Napadli nas w tragicznej chwili roku 1918, napadli nas, po raz wtóry, podczas bolszewickiego najazdu, wydarli kawał ziemi polskiej i zatrzymywali materiał bojowy. Jugosławja jest zagrożona w morzu własnej powojennej niedoli, Polski i Polaków nie zna, nie ma o nich i nie chce mieć nawet pojęcia. Rumunja? Rumunja zawsze zdobędzie się, w stosunku do nas, na szumną neutralność tak, jak to bywało przed laty, kiedy w Rumunji rządzili gospodarowie, kiedy szło o wołochów i kucowalichów.

Niechże więc sobie owa «Mała Entente» kwitnie tymczasem na grobie Węgier. I niech concept ten przestanie lechać naszych polityków. Nasze sojusze na dzisiaj są pewne, są granitowe, bo przez naród polski wyznawane z całej mocy. Sojusz z Francją i sojusz ze Stanami Zjednoczonymi przedwzrostkiem. W orbicie tych sojuszy powinniśmy wciągnąć, za wszelką cenę, dzisiejsze Węgry, szukać związków w Skandynawji a złych, wtych, nieszczerzych sąsiadów powinniśmy się strzedz, unikać, bo niczego dobrego po nich spodziewać się nie możemy.

Wszelkie inne kalkulacje polityczne, w danym razie, spotkały by się z bezwzględny oporem całej myślącej polskiej opinji publicznej, z którą każda dyplomacja a więc i nasza musi się liczyć.

Czekają nas, w tej chwili, nie tylko lata krwawego trudu, lecz i mozolnego czuwania z bronią u nogi. Pokój z bolszewikami, jeżeli zawartym zostanie, będzie tylko pozornym pokojem, którego będą musiały strzedz całe, gotowe do boju, dywizje. Pożycie z Niemcami również będzie regulowane długo jeszcze przez lysk polskich bagnatów. Na oknie się litwinów do braterstwa, na przebudzenie Ukrainy i Białejrusi lata całe czekać będzie trzeba, a lata całe trzeba będzie waleczyć z perfidją czeską, która, po czterowiekowej niewoli, do wyzwolenia swego wprowadza wszystko to, co jej własnych ciemiężców było hańbą.

Przyszłość najbliższa wymaga od nas nie tylko ostrożności, nie tylko przezorności ale i unikania uśmiechów takich «Małych Entent».

Wac. Gąs.

REFORMA ROLNA

W dniu 10 lipca roku ubiegłego, 1919, Sejm konstytucyjny, jednym tylko głosem większości, przyjął, tak zwaną, reformę rolną, czyli ustawę o podziale ziemi. W dniu 15 lipca roku bieżącego, w obliczu fali bolszewickiej, która zalewała niemal bezkarnie obszary Rzeczypospolitej, tenże Sejm, bez dyskusji, zawotował «Ustawę o wykonaniu reformy rolnej».

Wobec wielkiego znaczenia tej Ustawy, naszym zdaniem ciągle teoretycznego, podajemy poniżej główne wytyczne jej punkty.

Artykuł 1-szy objaśnia, jakie ziemie będą parcelowane:

Na cele przeprowadzenia reformy rolnej, w myśl uchwały Sejmu z dnia 10 lipca 1919 r., przeznaczają się do dyspozycji Głównego Urzędu Ziemskiego następujące grunta:

a) dobra, będące własnością Państwa (skarbowe i donacyjne) oraz te, które, wskutek likwidacji władz b. państw zaborczych, jakoteż na mocy specjalnych ustaw przejdą na własność Państwa.

b) dobra, należące do członków b. dynastji panujących zaborczych lub członków ich rodzin, bez względu na to, czy są oni obecnie obywatelami Państwa Polskiego, czy obcokrajowcami, a to zgodnie z traktatami międzynarodowemi.

c) dobra b. rosyjskiego Banku Włościańskiego i b. pruskiej Komisji Kolonizacyjnej.

d) dobra, t. zw. martwej ręki (duchowne, biskupie, kapitulne, klasztorne, plebańskie, kościół i gmin wyznaniowych), oraz nierozparcelowane dobra duchowne i poklasztorne, stosownie do postanowień ustaw, wydać się mających

w tym względzie po porozumieniu ze Stolicą Apostolską, względnie z właściwymi władzami kościelnymi co do uregulowania uposażenia duchowieństwa i instytucji kościelnych.

e) dobra innych instytucji publicznych, a w szczególności dobra fundacji, bądź pod zarządem Państwa, bądź pod innym zarządem się znajdujące — przy zabezpieczeniu celu fundacji.

Nadto Główny Urząd Ziemski przeprowadzi przymusowy wykup:

1) majątków ziemskich, nieprawidłowo, z uszczerbkiem dla wytwórczości krajowej gospodarowanych;

2) dóbr parcelowanych samowolnie bez zezwolenia właściwych organów państwowych lub nie przez instytucje do tego urzędownie upoważnione.

3) majątków, nabytych w okresie wojny po 1 sierpnia 1914 do 11 września 1919 r. przez osoby, dla których rolnictwo nie było, albo nie stało się zajęciem zawodowem;

4) dóbr, które w ciągu ostatnich 5 lat zmieniły więcej, niż dwukrotnie właściciela, z wyjątkiem wypadków przejścia własności drogą dziedziczenia lub rozporządzenia ostatniej woli;

5) majątków ziemskich, nabytych w czasie wojny z zysków lichwiarskich;

6) majątków ziemskich, znajdujących się w sferze oddziaływania interesów mieszkaniowych miejskich, jako położonych w obrębie lub w najbliższym sąsiedztwie większych miast i ośrodków przemysłowych.

7) Wszystkich innych majątków ziemskich prywatnych, nie wykluczając ordynacji, według zasad, objętych art. 2 niniejszej ustawy, przyczem w pierwszym rzędzie wykupowi przymusowemu ulegną ordynacje, założone w b. zabo-

rze pruskim po roku 1888, majątki, będące w dzierżawie i nie administrowane przez właścicieli, oraz majątki zniszczone przez wypadki wojenne, jeśli właściciel nie podjął, w miarę możliwości, prac, zmierzających do umożliwienia regularnej gospodarki.

Artykuł drugi dopełnia 1-szy mówiąc: Przymusowemu wykupowi, w myśl ustępu 1. 7 art. 1, podlegają:

a) nadwyżki gruntu ponad 60 ha ogólnego obszaru w majątkach, położonych w okręgach przemysłowych i podmiejskich, oraz nadwyżki ponad 400 ha ogólnego obszaru w majątkach, położonych w niektórych częściach ziem b. zaboru pruskiego, oraz ziem wschodnich Rzeczypospolitej Polskiej, które to okręgi, względnie części Państwa, oznaczy rozporządzenie Rady Ministrów, na wniosek Głównego Urzędu Ziemskiego;

b) nadwyżki ponad 180 ha ogólnego obszaru w majątkach, położonych na pozostałym obszarze Rzeczypospolitej Polskiej.

Właścicielowi majątku lub majątków, podlegających przymusowemu wykupowi, przysługuje prawo zatrzymania tylko jednego zabudowanego folwarku, na którym on, lub jego rodzina gospodarstwo prowadzi, przyczem rodzina, nie podzielona przed 1 stycznia 1919 r., uważana ma być za jednostkę.

W gospodarstwach, poświęconych wytwórczości nasiennej, hodowlanej lub rybnej, istniejących w chwili wejścia w życie niniejszej ustawy, jak również w gospodarstwach, stanowiących typ wysoce uprzemysłowiony — dopuszcza się zachowanie ich obszarów w całości lub w pewnej określonej części, niezbędnej dla utrzymania na odpowiedniej wysokości kultury rolniczej kraju.

Artykuł 13-ty brzmi: «Cenę wykupna nieruchomości stanowiąc ma połowa przeciętnej ceny targowej, płaconej za majątki o zbliżonym obszarze danej okolicy».

A więc powinno się płacić połowę ceny przeciętnej, czyli środkowej, jaką się dziś płaci, to znaczy, że jeśli w jakimś powiecie płaci się za morgę ziemi 1,000 mk., zaś najwyższa cena za morgę w tym samym powiecie jest 3,000, więc przeciętna cena będzie 2,000 mk., czyli, wedle artykułu 13-go, należałoby płacić przy parcelowaniu w tym powiecie 1,000 mk. za morgę.

Artykuł 25 mówi: Okręgowy Urząd Ziemski ustali, po porozumieniu z ministerjum rolnictwa i dóbr państwowych, za pośrednictwem Głównego Urzędu Ziemskiego, czy i które tereny, ze względu na jakość gleby, istniejące na parcelowanym obszarze większe budynki lub inne korzystne warunki, winny być przeznaczone na szkoły rolnicze, stacje doświadczalne, wzorowe gospodarstwa, stadniny państwowe, gospodarstwa dla produkcji warzywno-ogrodniczej, na cele gminne, szkolne, kościelne i inne cele społeczne lub przemysłowe. Gospodarstwa wzorowe, w myśl niniejszego artykułu tworzone, będą wydzierżawiane w długoletnią dzierżawę osobom, lub stowarzyszeniom współdzielczym i innym zrzeszeniom zawodowo-rolniczym, dającym gwarancję wzorowego, celowego gospodarowania i wykazującym wybitne kwalifikacje zawodowo-rolnicze swoje, względnie swych kierowników. Dzierżawy te pozostawać będą pod nadzorem ministerjum rolnictwa i dóbr państwowych.

Artykuł 26 mówi o tem, co skorzystają przy parcelacji miasta. Grunta, położone w obrębie miast i osad przemysłowo-fabrycznych, oraz w sferze ich interesów mieszkaniowych, a to co do miasta stołecznego Warszawy grunta położone w promieniu 15 km. od centrum miasta, zaś co do innych większych miast, w miarę potrzeby i wedle określenia Głównego Urzędu Ziemskiego — mają być pozostawione tym miastom na cele ich rozszerzania się, oraz na tworzenie kolonii dla robotników, rzemieślników, urzędników i t. p., a to pod kontrolą Głównego Urzędu Ziemskiego.

Artykuł 28 określa, kto dostanie ziemię a kto nie dostanie. Nabywcami działek gruntów przeznaczonych na parcelację mogą być własnowolni obywatele Państwa Polskiego, wykazujący dostateczne przygotowanie zawodowe do prowadzenia osobiście gospodarstwa.

Od nabycia wyłączeni będą: karani za zbrodnie przeciw sile Państwa Polskiego, oraz za zbrodnie dezercji z wojska polskiego, popełnioną po chwili ogłoszenia tej ustawy, wreszcie ci, którzy z pogwałceniem prawa brali samowolnie cudzą ziemię w posiadanie.

Artykuł 29. Przy uwzględnieniu wymogów, określonych art. 28, pierwszeństwo w nabyciu

ziemi przysługiwać będzie w następującym porządku:

1) inwalidom armji polskiej i innym inwalidom wojskowym, zdającym do pracy na roli, oraz żołnierzom armji polskiej, zwłaszcza tym, którzy dłuższy czas w formacjach frontowych służyli lub dobrowolnie do wojska polskiego wstąpili;

2) pracownikom rolnym (służbie rolnej, bezrolnym, lub małorolnym), pozbawionym pracy przez parcelację, oraz właścicielom karłowatych gospodarstw, bezpośrednio sąsiadującym z parcelowanym folwarkiem;

3) innym robotnikom rolnym i małorolnym, właścicielom karłowatych gospodarstw, a z pozostałych tychże przedewszystkiem ukończonym uczniom szkół rolniczych.

Artykuł 32 mówi, kto otrzyma od Rządu pożyczkę długoterminową. Innym inwalidom, oraz żołnierzom armji polskiej (art. 29, liczbą 1), jako też bezrolnym i małorolnym właścicielom karłowatych gospodarstw (art. 29, 1, 2, 3), udzieli Państwo długoterminowego amortyzacyjnego kredytu za zabezpieczeniem hipotecznym. Bliższe postanowienia w tym względzie zawierają Ustawa o Państwowym Banku Rolnym.

Poza tem Sejm przyjął następujące rezolucje: I. Wzywa się Rząd, aby, w ciągu 2 miesięcy, przedłożył Sejmowi projekt ustawy o przekazaniu ziem tak zw. pokarzemnych, b. strazy pogranicznej i innych małych działek gruntowych, a będących w posiadaniu Państwa pod zarządem ministerjum rolnictwa i dóbr państwowych — ministerjum wyznań religijnych i oświecenia publicznego, na cele publicznych szkół powszechnych.

II. Wzywa się Rząd, aby natychmiast, przez ogłoszenia we wszystkich gminach Rzeczypospolitej Polskiej, podał do wiadomości publicznej, że wszyscy dezertrzy wojsk polskich, którzy z jakiegokolwiek powodu nie uczynili dotąd zażość obowiązkowi służby wojskowej — utracą prawo korzystania z ustawy o wykonaniu reformy rolnej, jeśli, w przeciągu 2 tygodni, licząc od dnia ogłoszenia, nie stawią się dobrowolnie

u odpowiednich władz, celem wykonania obowiązków służby wojskowej.

A więc, kto będzie uciekał z wojska, kto nie będzie bronił kraju, nie dostanie ziemi. Tak mówią ustawa i uchwały.

Pomimo wszelkie najsolenniejsze zapewnienia Ustawę tę należy poczytywać za czysto teoretyczną nowelę, która z czasem znajdzie niewątpliwie zastosowanie. Narazie bowiem wyniszczenie rolnictwa polskiego nie pozwoli na wprowadzenie jej w czyn. Nie dość przecież ziemię podzielić, trzeba nadto kolonistę dać możność pobudowania chaty, nieodzownych gospodarskich schronisk, trzeba go zaopatrzyć nie tylko w inwentarz, lecz i w narzędzia i w ziarno do siewu, zapewnić mu dojazd do arterji dróg, należy, co więcej, dla dobra kraju, strzedz, aby ziemia nie dostała się w ręce ludzi nie umiejących jej uprawiać... Na podzielenie takich obszarów, jak dzisiejsza Polska, jak to już wspominaliśmy, bogate, możne i świetnie zorganizowane, Stany Zjednoczone potrzebowały by lat pięćdziesięciu conajmniej... Polska po jej ostatnim zwłaszcza wyniszczeniu przez bolszewików, będzie zdolna narazie conajwyżej do papierowego tylko rozprawiania o Ustawie... Tymczasem, najgorsze, że Ustawa osadza na miejscu parcelację dobrowolną, nie pozwala na naturalne dążenie do podziału własności ziemskiej a równocześnie powoduje prowadzenie wszędzie gospodarki rabunkowej.... Widmo przymusowej parcelacji wpłynęło na zmianę całkowitą systemu gospodarczego... Każdy, spodziewając się przymusowego wywłaszczenia, wyciska wszystko, co się da z majątku, wyczerpuje jego zasoby i środki.

Ustawa, jak dotąd, teoretycznie uciszyła apetyty małorolnych, rzuciła ochlap agitacji i, w ostatku, spowodowała upadek rolnictwa.

Dużo czasu minie, zanim znajdzie się w Polsce mąż stanu, którego stać będzie na zrealizowanie pamiętnej tej Ustawy, zasadniczo niewątpliwie słusznej, w praktyce atoli trudnej bardzo do przeprowadzenia, wobec pustek w skarbie i wycieńczenia kraju sześćioletnią wojną.

buduje swój dom, pragnie, aby na tym domu powiewał sztandar wolności obywatelskiej, sztandar Kościuszki i Mickiewicza.

Obywatele, nie dajmy umniejszać Ojczyzny naszej i honoru.

Abramowicz Marjan, Abramowicz Marja, prof. Jan Baudouin de Courtenay, Borski J. M., Boleski An., Dębowska Helena, dr. Dłuska Bronisława, dr. Dłuski Kazimierz, Dobek Justyna, Ehrenkreuzowa C., Filipowiczowa Wanda, dr. Stefan Frycz, Gardecki Z., dr. Golińska-Daszynska Zofja, dr. Grzegorzewska Marja, dr. Gąsiorowska Natalja, dr. Joteyko Józefa, Kisielewska S., Kisielewski Zygmunt, Kłyszynska Dora, Koliskowa Irena, Kornilowiczowa Eugenia, Kornilowicz Kazmierz, Krzywicki Ludwik, Kulakowski, poseł do Sejmu, dr. Kunicki Ryszard, Komarnicki Jan, Kwapiński Jan, Kruszewski Stanisław, Lewińska Ignacja, Langnerowa Magdalena, Limanowski Bolesław, Lipiński Edward, Lubińska Teresa, Łańcucki, poseł do Sejmu, Męczkowska Teodora, dr. Męczkowski Wacław, Młodzianowska Leokadja, Michniewicz K., Niedziałkowski, poseł do Sejmu, Nowicki K., Oltarzewski P., prof. Petrażycki Leon, Petruszewicz Kazimierz, dr. Popławska Stanisława, Porankiewicz Cz. z Poznania, Pużak, poseł do Sejmu, dr. Raabe Henryk, Rębowski Jan, Rzymowski Wicenty, dr. Rudzki Przemysław, dr. Salinger Zygmunt, Sarnek Stanisław, Sempołowska Stefania, Stempowski Stanisław, Sikorowska Zofja, Strzeżmiński K., Szczerkowski, poseł do Sejmu, Supiński Leon, Szulc Stefan, Sułkowski Mieczysław, Twardo Stanisław, Twardo Wanda, Weychert-Szymanowska Władysława, Wędrychowska Stefania, Woszczyńska Stanisława, Wystouch S., Wolert W., Ziemięcki, poseł do Sejmu, Jermowski Stefan, Zuławski Zygmunt, poseł do Sejmu.

Tyle odezwa.

Ale kto nareszcie jest autorem owych «bezpprawnych, przeciwkonstytucyjnych, nieludzkich rozporządzeń», — kto w Polsce rządzi dzisiaj?

Przejeżdżnym Rodakom Administracja POLONII udziela bezinteresownie wskazówek i informacji we wszystkich kwestjach i sprawach bankowych, przemysłowych, handlowych, konsularnych. Można zgłaszać się codziennie, międzygodzinami 5 a 6 po południu.

CHMURY

Z powodu zamierzonej organizacji urzędu «Propagandy Wewnętrznej», urzędu, którego inicjatorem i realizatorem ma być p. Anusz, a kierownikiem p. Michałkiewicz, «Kurjer Poznański» występuje z bardzo kategorycznym ostrzeżeniem:

«P. Michałkiewicz wslawił się jako agitator partyjny, rozbijający z zaciętością niesłychaną wszelkie elementy zgody i solidarności narodowej. Przyzwyczajony do galicyjskiej demagogji ludowcowej, którą tumaniał ciemnych chłopów, przeniósł on te metody do nas, obniżając w sposób fatalny cały poziom życia politycznego. Jego wycieczki namiętne przeciwko duchowieństwu, przeciwko innym warstwom społeczeństwa budziły zgorznie wśród słuchaczy, którzy, choć z ludu pochodząc, więcej posiadają dojrzałości politycznej niż rozwydrzony profesor-partyjnik z Galicji.

«Wiemy dobrze, iż obóz, którego nieco długi tytuł wymieniliśmy na wstępie, rozpoczął szturm generalny na ten bastion «reakcji», jakim jest «Beocja» czyli b. dzielnica pruska. Dotychczasowe ataki były daremne, próbuje się więc wziąć twierdzę «reakcji» od wewnątrz. Pragnęlibyśmy nie grozić bynajmniej, ale bardzo wyraźnie ostrzedz czynniki odpowiednie przed temi destrukcyjnymi zakusami. Nie należy igrać z ogniem, bo mogą być nader smutne tego następstwa. Rok ostatni społeczeństwo dzielnicy naszej wiele nauczył; niewola sprawiła, że w każdym rodaku widziano u nas człowieka uczciwego, ożywionego dla wspólnej sprawy jedynie najlepszą wolą. Była to może naiwność polityczna społeczeństwa, ale naiwność, która ujmę nie przynosi. Dziś to samo społeczeństwo przekonało się, że systemy rosyjski i austriacki wyhodowały obozy, w których inne metody polityczne obowiązują. I to sprawiło, że społeczeństwo w dzielnicy naszej, w swej przeważającej większości zespoliło się politycznie znowu w tych wszystkich sprawach, gdzie chodzi o byt państwa, o zdrowie w życiu publicznem i o te wszystkie kwestje podstawowe, które są dla nas święte i niewzruszone. W tem czujemy się jedni z temi wielkimi odłamami społeczeństwa Królestwa i Galicji, które demoralizacji obcej nie uległy. Razem z nimi tworzymy olbrzymią większość narodu i, jako taka, żadnej propagandy partyjnej pod maską państwową nie zniesiemy. Społeczeństwo tutej-

sze jest szczególnie czujne pod tym względem. Wszelkie zamachy na ideały, które ukochało, natrafiają na opór zdecydowany i bezwzględny nie jednego lub drugiego stronnictwa, ale całego społeczeństwa. A opór ten będzie tak twardy, że atakujący zęby sobie na nim połamią.»

To oświadczenie «Kurjera Poznańskiego» jest słabem echem rozłamu dzielnicowego u nas, rozłamu, który czasu najazdu bolszewickiego, odbytych w Wielkopolsce wieców, przybrał rozmiary bardzo groźnego kryzysu wewnętrznego.

ODEZWA

Otrzymujemy znów odezwę i znów odezwę, która budzi jedynie ujemne przesłanki. Oto jej brzmienie:

Rzeczpospolita, głosząc hasła nowoczesne, hasła wolności i równości, cofa się w dziedzinie wewnętrznych naszych urządzeń w mroczne czasy średniowiecza, dzieli obywateli według ich wyznania, naprowadza niemal złote znaki na odzież, podług których rozpoznawać będzie tłum nieoświecony tych, co równi i wolni, od tych, co są poza prawem, oddani na łaskę ciemnych tłumów rozzuchwalonych latami wojny, nędzą i niepewnością jutra.

Co na to powie historia naszego narodu? Co świat powie? Co powie sumienie nasze zbiorowe? Historia nasza jest historją tolerancji religijnej. U nas nie palono na stosach inowierców. Polska nie znała ani wojen religijnych, ani prześladowania Żydów. Polska znała tradycje Sejmu Czteroletniego, reformy Butrymowiczów i Wielopolskich.

Jako obywatele Polacy, którym drogi jest los Ojczyzny i Jej honor, i Jej sztandar, i Jej dostojenstwo, protestujemy z całej mocy naszej przeciwko rozporządzeniom, które imię Polski hańbą tylko okryć mogą. W imię przeszłości naszej, w imię międzynarodowej solidarności narodów kulturalnych, do których należec chcemy, w imię sumienia zbiorowego, które żyje w Narodzie naszym, protestujemy przeciwko bezprawnym, przeciwkonstytucyjnym, nieludzkim rozporządzeniom, które bezzwłocznie cofnięte być muszą.

Żądamy pociągnięcia do odpowiedzialności autorów tych rozporządzeń, które umniejszają dobre imię Ojczyzny i podważają jej losy.

Naród nasz we krwi najlepszych synów swoich, w trudzie bezgranicznym chłopca i robotnika,

Z Wilna

Do Warszawy przybyła osoba, która, dnia 14-go sierpnia, była w Wilnie. Osoba ta opowiada, że wszystkie większe sklepy w tem mieście zostały opieczetowane przez bolszewików. Wszystek towar, jaki był w tych sklepach, zabrano. Wszystkich właścicieli większych magazynów zaaresztowano. Zarekwirowano, całkowicie wielkie magazyny jubilerskie, manufaktury i galanterji, oraz cukiernie. Pozostały otwarte i korzystały z wolnego handlu jedynie małe sklepy ze sprzedażą detaliczną, magazyny obuwia, restauracje, małe kawiarenki, sklepy z owocami i wodą sodową.

Wszelkie towary zarekwirowane wywieziono do Rosji. Część aresztowanych kupców wywieziono do Rosji. Tych jednak aresztowanych zatrzymali litwini w Mołodecznie, gdzie obecnie jest granica rosyjsko-litewska. Władze litewskie nie chciały pozwolić na dalsze wywożenie aresztowanych twierdząc, że są oni obywatelami litewskimi. Czy bolszewicy ich uwolnili z tego powodu, nie można się było dowiedzieć.

Z Wilna wywieziono do Rosji wszystkie maszyny, jakie się znajdowały w mieście w rozmaitych fabrykach, warsztatach i składach jak również maszyny rolnicze, które pozostały w polskich magazynach. Następnie wywieziono maszyny drukarskie polskich gazet rządowych, oraz meble tych, co wyjechali z Wilna. Położenie ludności wileńskiej jest okropne. Bolszewicy poprostu wszystko zrujnowali a co miało jakąkolwiek wartość wywieźli.

W Wilnie zastrzelili znanego właściciela handlu ubrań gotowych, Szapirę. Drożyzna środków żywności przechodzi wszelkie pojęcie. Litwini weszli do Wilna dnia 26-go sierpnia, a bolszewicy wyszli nazajutrz. Przywódcy bolszewików nie chcieli opuścić miasta, twierdząc, że należy im się jakieś odszkodowanie za krew przelaną przy zdobyciu miasta. Litwini jednak wysłali do nich ultimatum, że, o ile nie opuszczą miasta natychmiast, to tu wszyscy zostaną internowani.

Litwini maszerowali na Wilno z dwóch stron:

z Wilejki i Szniptezek. W kilka dni po zajęciu miasta, litwini ogłosili mobilizację mężczyzn w wieku lat 18 do 23. To samo czynią litwini we wszystkich miastach, które zajmują po bolszewikach. Między Wilnem a Kownem jest już normalna komunikacja kolejowa.

ZNIESIENIE HANDLU PRYWATNEGO W SOWDEPJI

«Krasnaja Gazeta» z 21 sierpnia opisuje, jak się odbywało w Petersburgu uskutecznienie dekretu o zawieszeniu handlu prywatnego.

W ciągu pierwszego dnia zapieczętowano 2,500 większych magazynów i sklepów oraz tyleż mniej więcej sklepików, straganów, poczem oddano je pod opiekę domowym komitetom i komendantom domów.

Ponieważ kupcy czestokroć stawiali opór, postanowiono ich w wszystkich oddać bez wyjątku pod sąd rewolucyjnego trybunału, jako oskarżonych o stawianie oporu władzy i sobotaż dekretów władz. Tymczasowo zaś połowę aresztowanych, a więc około 3 000 posłano do wyładowywania drzewa opałowego z tratw, około 800 posłano do kopania okopów, by złuzowali używanych do tego przedtem włoscian bogatszych «kutaków», którzy zostali odesłani do pracy na roli. Około 500 najbardziej upartych wtrącono do lochów twierdzy Petropawłowskiej, gdzie niechybnie zginą śmiertcią głodową, reszta wreszcie internowana w obozach koncentracyjnych. Przy okazji zatrzymano znaczną ilość dezertorów, których niezawodnie rozstrzelano.

Skasowano handel na rynkach, na których będą urządzane skwery lub place zabaw dla dzieci.

Co się stanie ze skonfiskowanymi towarami «Krasnaja Gazeta» nie wspomina, natomiast, według ogłoszonego dekretu, miały się one stać własnością «Komuny». Z samego faktu przemilezania losu towarów jednak widać, że staną się one własnością komunistów.

W Sprawie Robotnic Polskich we Francji

W sprawie robotnic polskich w Francji, znana działaczka, p. Marja Szeliga, nadsyła nam poniższe pismo. Wywini przekonanie, iż spowoduje ono dokładne wyjaśnienie fatalnego, w tym razie, nieporozumienia, wynikającego niezawodnie z braku wzajemnej powolności.

Oto, co pisze p. M. S.

«Powiadomiona, jeszcze przed artykułem ogłoszonym w Polonii, o nędzy kobiet polskich przybywających do Francji w poszukiwaniu pracy, uważałam sobie za obowiązek, jakkolwiek nie należę do «odnosnych władz», szukać dla moich nieszczęśliwych rodaczek uczciwego sposobu zarobienia na chleb powszedni, którego im wyzerpany wojną kraj dać nie jest w stanie. Oraz, słusznie się zapatruje Redakcja Polonii na tę sprawę, twierdząc, że kryzys służby domowej we Francji, otwiera polskim dziewczętom pole zarobku. Trzeba wiedzieć, że przed wojną, mnóstwo niemek służyło we Francji a zwłaszcza w Paryżu jako bony do dzieci, bony tak zwane «do wszystkiego»: kryzys służby rozpoczął się powrotem musowym do Vaterlandu owych pokojówek, kucharek, etc, które łączyły zwykle do obowiązków domowej pracy, szpiegostwo. Obecnie, mnóstwo rodzin żaluje że niemkami postępując się nie można, i polki zostaną przyjęte jaknajchętniej. Oprócz polskich domów, których jest w Paryżu i we Francji spora ilość, francuskie rodziny nie zrażają się wcale tem, że polki nie znają języka, bo i niemki przyjeżdżały nie umiejąc po francuzku, i cieszą się, że mieć będą w domu polskie dziewczęta lub nawet starsze kobiety. Przekonana już doświadczeniem, po umieszczeniu paru polskich kobiet «wypuszczonych», za protekcją specjalną z tego piekła, jakim jest dla nich Toul, udałam się do moich znajomych pań francuzek i dostałam kilka miejsc ofiarowanych natychmiast z radością, z pewnem rozrzewaniem z jakim obecnie odnoszą się do nas francuzi.

«Więc, nie tracąc czasu, udałyśmy się, pani Harinkouk, żona znanego przemysłowca (pryjaciółka rodziny Clemenceau) hrabią d'Estang, i ja, do Opieki Polskiej. Przyjęte uprzejmie przez p. Klochowiczównę, dowiedziałyśmy się, że o-

prócz godzin od 10-tej do 12-tej biuro jest zamknięte, i że wypadnie nam raczej jechać na bouly. Jourdain, aby się porozumieć z «odnosnymi władzami». Szofer nasz się skrzywił, ale moje mile towarzyski wyperswadowały mu, że to «dla Polki», i zgodził się nas zawieźć.

«Po długich i ciężkich poszukiwaniach w barakach, doprowadzono nas nareszcie do księdza kapłana, otoczonego ciżbą rędzarzy. Ten nam wskazał panią Dyrektorkę, która kazała nam czekać i przyjechała do wiadomości z najwyższą niechęcią naszą propozycję. Oto fragment dialogu.

«Przedewszystkiem muszą powiedzieć, że dziś już umieszciliśmy czternaście, i więcej nie mam, trzeba czekać aż przyjadą. Potem stawiam dwa warunki: 1-szy, że zanim panie zobaczą służącą, trzeba zapłacić mi 150 fr. za podróż».

«Czy może będzie się stracać z pensji, zapytała pani H.

«Wcale nie».

«Ale... żelim przynajmniej widziałam tę służącą mówi p. H. jak że tak można...»

«Czternaście tak umieszciliśmy, to widocznie że można» — rzekła dyrektorka. «A potem, kto panie jesteście? muszę wiedzieć, gdzie pójdą te dzieci?»

«Jakie dzieci? jęknęła hr. d'E, i zwróciła ku mnie łagalny zwrok. Próbowałam odezwać się, przypomnieć, że najprzód przedstawiłam się i że te panie zostały przedstawione także przeze mnie. Odpowiedź: «Mój drugi warunek: nie biorę za te dziewczyny żadnej odpowiedzialności. Nie wiem czy są uczciwe, czy nie, czy co umieją czy nie».

«Jakto? więc? u mnie w domu są biżuterje... srebra...»

«Nie odpowiadam za nie.

«I pani chce za to 150 fr. naprzód.

«Za tę cenę je kupilam.

«Obie panie wydały okrzyk: Co? więc w Polsce sprzedają dziewczęta? Ale nie, co znowu, śpieszę ze sprostowaniem.

«Nie rozumiem. Pójdźmy stąd! błagają panie. A dyrektorka surowo:

«Proszę o adres panie.

«Pani H. dała swą kartę. Hrabina d'E, chwyciła się mego rękawa, bo sędziwa niewiasta była blizką omdlenia. — Pani, mówi do mnie — gdybym Pani nie znała...»

«Przypuszczam Pani! gdybym była wiedziała jak nas tu przyjmą, nigdybym was, i siebie, i polskiego imienia na nie podobnego nie naraziła...»

«Okropnem, zaiste, jest położenie kobiet polskich zagranicą.

«A jednak gdyby trochę inicjatywy i łączności, można by założyć szkołę służących i biuro kędyby zgłaszano się po nie. Ale zrobią to czesi, amerykanie, nie my. A tymczasem bieda gnębi swe ofiary».

Marja Szeliga.

Przy zmianie adresu, należy przysyłać markami pocztowymi 75 cent. na koszt druku nowych opasek.

TRZY LINJE KOALICJI

Wobec powoływania się prasy przy omawianiu zatargu polsko-litewskiego oraz wschodnich granic Polski naprzemian to na linję dnia 8 grudnia 1919 roku, to na linję demarkacyjną Focha, to na linję Lorda Curzona, Ministerstwo spraw zagranicznych wyjaśnia, co następuje:

Rada Najwyższa powzięła, w dniu 2 grudnia, uchwałę w sprawie tymczasowych granic wschodnich Polski. Uchwała ta znalazła wyraz w następującej deklaracji z dnia 8 grudnia 1919 roku:

«Wielkie mocarstwa sprzymierzone i stowarzyszone, uznawszy za konieczne położenie kresu stanowi obecnej sytuacji politycznej, w jakiej znajduje się naród polski, i nie przesadzając umów następnym, mających określić ostatecznie wschodnie granice Polski, niniejszem przyznają prawo rządowi polskiemu do zorganizowania, w zakresie przewidzianym poprzednio w traktacie z Polską z dnia 30 czerwca 1919 roku, administracji stałej na ziemiach b. cesarstwa rosyjskiego, położonych na zachód od linii wytyczonej w tej deklaracji.

Linja ta biegnie, poczynając od b. granicy austriackiej, wzdłuż Bugu aż do punktu krzyżowania się granic administracyjnych powiatów brzeskiego i bielskiego, następnie na północ mniej więcej w odległości 9 klm. na północny wschód od Mielnika, później na wschód, przecinając kolej Brześć Litewski—Bielsk koło Klesz-

czewie na 2 klm. na zachód od Skupowa, następnie 4 klm. na północ od Jajłówki, następnie wzdłuż Świsłoczy zbaczając na zachód od Baranowa przez miejscowość Kiebasin pod Grodnem, następnie wzdłuż Łososny, Niemna aż do Studzianki, Marychy, przez Selwę, Berzniki, Zegary; później, mniej więcej o 7 klm. na północny wschód od Puńska, pozostawiając Puńsk Polsce, skąd na północ, wzdłuż granicy administracyjnej Suwałk aż do miejsca krzyżowania się z dawniejszą granicą Prus Wschodnich.

Przy praktycznym zastosowaniu tej linii na Suwalszczyźnie, złączone zostały z resztą Rzeczypospolitej powiaty augustowski, suwalski, sejneński (mianowicie gminy Giby, Krasnopol, większa część gminy Berzniki i część gminy Krasnowo), jednakże linja ta pozostawiła pod okupacją litewską szereg miasteczek (dawnych osad) zaludnionych wyłącznie przez Polaków (Wiszyńiec, Kopodowo, Łoździeje, Serejec i Oliha) oraz szereg miejscowości z ludnością mieszana, które tem niemniej ciąży ku Polsce, czego wyrazem było wzięcie udziału w wyborach do Sejmu Ustawodawczego. Prawa, z którymi mogłaby Polska wystąpić do ziem położonych na wschód od linii z 8 grudnia, są wyraźnie zastrzeżone.

Tak zwana «linja Curzona» jest to linja wymieniona w depeszy lorda Curzona z dnia 11 lipca do Czezerina, na którą miały się cofnąć wojska polskie w chwili podpisania rozejmu. Linja ta rozpoczęła się od Grodna i biegnie na południe, na terenie b. zaboru rosyjskiego identycznie z linją z 8 grudnia. Jak z tego wynika, linja Curzona nie dotyczy wcale rozgraniczenia polsko-litewskiego na Suwalszczyźnie.

Tak zwana «linja demarkacyjna Focha», została zaproponowana przez naczelnego wodza armji sprzymierzonych dnia 18 lipca 1919 roku dla rozgraniczenia siery działania wojsk polskich i litewskich na froncie bolszewickim, oraz uzyskała w dniu 26 lipca aprobatę Rady Najwyższej. Jest ona identyczna z linją 8 grudnia na terenie Suwalszczyzny, dalej zaś biegnie na północ, dale, wzdłuż Niemna do Merez w rękach litewskich; następnie wzdłuż linii pociągowej równolegle 12 klm. na północny zachód od linii kolejowej Grodno—Wilno—Dźwińsk. Linja ta niema przeto nic wspólnego z linją Curzona.

Datki złożone na Polski Czerwony Krzyż

w Konsulacie Polskim w Strasburgu.

(we frankach francuskich)

St. Figlarowicz 5, anonim 10, K. Schlanger 500 Marek Polskich, Fr. Siegmund 40, M. Bandau 20, E. Siebler 200, Ig. Walenki 20; L. Schultz 5, J. O. Seib 100, Notariusz Kiener 200, Fr. Buchholz i B. Kitowski 10, J. Tadrowski 10, K. Kobarynka 10, L. Cygański 20, anonim 20, Dolata 10, Ch. Mandel 7,50, M. Bergmann 50, Un patriote 50, D. Gerstenhaber 20, E. Krafft 12, Ig. Cyganek 15 D. Wahrmann 50, B. Steinhardt 25, M. Rozenbaum 20, M. Regensberg 5, Henziński 10, J. Chojnacki 10, Alfred Lutz 20, S. Lieblich 100, A. Zagórski 10, S. Bernsohn 20, A. Bernsohn 10, C. Lotter 10, P. Hozański 50, J. Teller 70, M. Bornstein 5, A. Tichauer 150, Tow. Polskie Propagandy w Metz 324 [a mianowicie: I. Lelonek 20, St. Szubert 25, Ig. Kasprovicz 20, M. Ignasiak 20, Fr. Piperek 10, K. Dembowski 10, Edmund Gustaw 10, St. Leszczyński 10, J. Poprawski 10, S. Hirszman 10, L. Nowicki 5, A. Ziętek 5, S. Szymczak 5, M. Mazurowski 5, E. Niemczyk 27, W. Kurowski 25, J. Latuszewski 20, W. Arkuszewski 10, J. Gollonka 10, A. Gawronski 10, F. Hagno 10, Jan Ferryne 10, F. Rozenfeld 10, J. Melka 5, I. Feljan 5, Z. Kozłowski 5, P. Włoka 5, M. Olejnik 5, E. Skoczylas 2; razem 324 fr.] O. Hanselmann 5, A. Gronowicz 12, 50, A. Weinberg 10, E. Stutinski 30, Z. Kajzer 5, M. Saal 40, E. Salz 5, Dr. Bienstock, 20, S. Auerbach 10, Helena Derezińska 100, Jan Dereziński 100, J. Kraemer 20, N. Kallmann 108, Seifert 31, M. Laufer 5, B. Klausner 10, K. Mangel 10, H. Feldbau 50, Wittenscheiner 5, Vulkan 5, S. Schwarz 10, Matzner 5, A. Schleiffer 5, Annulz 10, K. Schlanger 20, S. Kleinberg 30, J. Pejt 20, S. Henziński 25, S. Henziński 37, 50, Golezewska M. 20, Golezewska J. 20, M. Knopf 500, H. Bursztyn 15, F. Schiffmann 5 Antony 25, M. Herbert 10, J. Safrin 5, S. Lemler 5, Anonim 20, J. Poprawski 5, K. Rogaliński 50, E. Schlesinger 10, Schultz 5, K. Bernsohn 10, M. Prochowska 20, J. Lieblich 50, A. Weinberg 5, Camille Lebon 100, J. Wawrzyniak 5, A. Tauber 5, St. Szewczyk 20, B. Westreich 20, A. Zagór-

ski 20, A. Spielmann 5, L. Weishaus 5, Rufin Matuszewski 20, B. Kaatz 2,50, A. Kitchman 2, S. Klausner 3, H. Lewkowicz 2, L. Goldberg 42, 50, St. Strożyńska 5, P. Szymański 28, 50, S. Silberstang 2, 50, Polacy górniczy z Freyming-Merleback 800, (a mianowicie: Fr. Chlebowski 20, M. Olszak 20, Br. Szymański 15, I. Pawlak 20, M. Grzeskowiak 10, W. Przybylski 10, A. Daniel 5, J. Wirt 10, S. Lobelmayer 10, J. Bartkowiak 20, Sobkowiak 20, P. Szymanska 5, P. Kaźmierczak 5, Fr. Muller 2, P. Jochlik 2, A. Nowicki 50, Fr. Antkowiak 20, A. Prałat 5, J. Szymański 10, F. Mackowiak 10, Ig. Olszak 10, W. Kołodziej-ski 10, M. Czarnak 10, M. Sniadecki 5, A. Sniadecki 5, J. Sniadecki 5, M. Szymański 10, L. Kasprzak 10, S. Filipowicz 5, J. Kempa 5, J. Jucha 5, F. Nowak 20, J. Włodarek 20, A. Sobczak 20, J. Słowiński 20, A. Milewski 5, Skorny 20, W. Wanorek 20, J. Kieżek 20, F. Kaczmarek 10, J. Budaj 20, P. Gondron 20, I. Janczyk 20, J. Ratajczyk 10, St. Lobermayer 20, St. Kowalski 10, Fr. Tlustowski 10, W. Kajoch 20, J. Podsiadło 20, A. Skrzypczak 20, St. Tomczak 24, W. Hrap-szczak 10, Ig. Pawlak 20, St. Hrap-szczak 10, Fr. Józwiak 10, M. Sobczyk 5, St. Dal 10, J. Pawka 10, J. Knopisz 2, J. Paliot 10, Tow. Polskie górników Sw. Barbary 43, 80 czyli razem 800 fr. Pani Helena Rożanska z Knutange zebrała 1195 fr. 20 ct. i 100 M. polskich [a mianowicie od Lotaryńczyków w Knutange 302, w Algrange 97, 50 w Nilvange 63, w Hayange 257, w Thionville 267, 70 razem od Lotaryńczyków 987, 20; a od Polaków St. Rożański 50, A. Kruszewski 5, W. Włodarski 10, A. Kieleśński 10, M. Zawiliński 10, B. Swiderek 10, A. Grondziel 5, W. Kamiński 5, F. Kamiński 5, E. Bazler 10, K. Pieprzowski 5, St. Bazler 20, F. Churzyński 10, A. Węglewski 5, L. Rymkiewicz 5, St. Wodzyński 5, J. Nowak 5, W. Rybak 10, K. Surzyński 8, A. Tokarek 10, Szymanska 5, razem od Polaków 208 fr. i od Nowaka 100 M. pol.].

Razem więc złożono w Konsulacie od 17 Sierpnia do 14 Września, franków 5742,70 i 600 M. polskich na Polski Czerwony Krzyż.

RZECZPOSPOLITA

Wojna.

Wojska polskie zajęły Dubno i Równo, osiągnęły linię Zbrucza, walczą na północ od Prypeci, z nie ziennem dla naszego oręża powodzeniem. Można rzec, iż równie szybko odbierają dzisiaj obszary, jak, przed miesiącem, je traciły.

Układy.

W Rydze rozpoczęły się układy pokojowe z bolszewikami. Czy osiągną rezultat? Jest to pytanie, na które odpowiedź eć trudno. Są wszelkie dane po temu, że rząd sowiecki szuka jedynie przerwy w działaniach wojennych, aby rozprawić się z Wranglem i następnie rzucić się znów na Polskę. Pokój z bolszewikami, który, rok temu, był dobrodziejstwem dla nas, — dzisiaj może się stać tylko przejściowem zawieszeniem broni, zniewalającym nas do tem silniejszego zbrojenia się.

Pokój z Litwą.

Rokowania pokojowe z litwinami zostały przetrwane a to wobec bardzo wygórowanych żądań litewskich. Litwini obsadzają wojskami Niemien. Jest to woda na młyn Niemiec i Bolszewji.

Wilno stolicą Litwy.

Rząd litewski ściągą nagwałt do Wilna wszystkie swe urzędy, aby czempredząc Wilno zamiennie w stolicę Litwy, spodziewając się, że mocarstwa zgodzą się ewentualnie choćby na plebiscyt, który wygra ten naturalnie, kto będzie miał Wilno w ręku... Wszelkie bowiem poezje prawosławnego «samoopredielenia» w praktyce są drwinami ze sprawiedliwości. Dużo kosztować nas będzie ta ostatnia wojna z bolszewikami!

Pochód na Kijów.

Ze Stanisławowa donoszą do prasy polskiej, że ukraińskie oddziały powstancze zagrażają poważnie wzięciem Kijowa, że komunikacja między Kijowem i Połtawą jest przerwana, że, w wielu miejscowościach, rządy sowieckie zostały usunięte. Też same informacje zwiastują potęgowanie się ustawiczne ruchu powstanczego ukraińskiego. Oby to zaów nie skończyło się na niczem.

Komunikacja napowietrzna między Paryżem i Warszawą.

Począwszy od dnia 20 bm., zaprowadzona została napowietrzna komunikacja pocztowa między Warszawą a Paryżem, drogą na Strasburg i Pragę. Przeloty będą odbywały się cztery razy tygodniowo. Droga ma trwać dziewięć godzin.

Czesi zatrzymują ciągle transporty do Polski.

Czesi znów, w ciągu kilku dni, zatrzymywali transporty, idące do Polski, od strony Wiednia. I już nie tylko transporty z materiałem wojskowym, lecz i ze zwykłymi towarami. Pobratymstwo nasze z czechami smutnie się musi skończyć. Posel polski w Pradze, p. Piltz, powinien by to jasno wyłożyć p. Benesowi i tym podobnym czeskim działaczom.

Zamknięcie «Bundu».

Telegramy donoszą, że, wobec wykrycia, iż Bund w Polsce otrzymał wielomilionowe fundusze na propagandę od sowietów, rząd polski nakazał natychmiastowe zamknięcie wszelkich oddziałów tegoż Bundu na ziemiach polskich.

Sądy doraźne.

Zaprowadzone w Rzeczpospolitej sądy doraźne mają być niebawem zawieszane. Sądy doraźne, w ostatnich czasach, działały bardzo energicznie, przyczynając się z miejsca na miejsce. Liczba skazanych i rozstrzelanych natychmiast po wyroku jest bardzo, bardzo duża... Jedynymi przestępstwami, za które sądy doraźne karały, była i jest dezercja, zdrada stanu, zbrojne rozbój, kradzież mienia wojskowego i morderstwo. Rozstrzelano podotąd setki całe. Pośród nich, mnóstwo cywilów, dużo bardzo nie tylko żołnierzy ale i oficerów. Oby te krwawe sądy oczyściły nareszcie skażoną atmosferę, stały się odstrasającym przykładem.

Wszystkim naszym półrocznym Prenumeratorem przypominamy, że czas najwyższy odnowić przedpłatę.

OFIARY

Na Szpital dla Polski.

WPP: Józef Jurek z Tours 10 fr. — Ch. Bertrand, pharmacien de I classe, à Saint-Quentin 100 fr. — Wacław Głodziński z Bordeaux 14 fr. Razem otrzymaliśmy 124 fr.

Łącznie z ogłoszonymi w numerze 35 POLONII 1,009 fr. 50 cent. i 100 lirów włoskich, zebrałiśmy na Szpital dla Polski **1.133 fr. 50 cent. i 100 lirów włoskich.**

Na Polski Czerwony Krzyż.

WPP: Jan Wójcik z Nilvange 12 fr. — Dr. Gasztott z Châteaux Greix 14 fr. — Jan Łuchowicz z Paryża 10 fr. — S. i B. Danysz 30 fr.

Zebrałiśmy przez p. Antoniego Widyńskiego z Boulange na listę, a mianowicie: WPP: Antoni Widyński 5 fr. — Walenty Piezanowski 8 fr. — Franciszek Mikołajczak 10 fr. — Konstanty Filipczyk 5 fr. — Daniel Krzyżaniak 5 fr. — Leopold Ciasnoha 5 fr. — Józef Janiszewski 5 fr. — Tomasz Machanek 5 fr. — Andrzej Krzyszczakiewicz 2 fr. — Jakób Kieszek 5 fr. — Marie Legens 5 fr. — Goy 2 fr. Razem na listę p. Widyńskiego 62 fr.

Zebrałiśmy na listę przez p. Jana Mazurka z Marles-les-Mines, a mianowicie WPP: Józef Sobociński 5 fr. — Jan Grąda 5 fr. — Wawrzyniec Barcz 5 fr. — Jan Świerkoczek 2 fr. 50 cent; — Franciszek Barski 3 fr. — Alojzy Say 2 fr. — Dominik Sikora 5 fr. — Antoni Subacz 1 fr. — Aleksander Rybiecki 1 fr. — Jan Skuziński 1 fr. — Jan Kasprzak 50 cent; — Jan Rudnik 1 fr. — Bolesław Stachurski 5 fr. — Jan Jurzysta 5 fr. — Jan Bosa 5 fr. — Wacław Łęgowski 3 fr. — Ignacy Michalak 3 fr. — Jan Bentkowski 3 fr. — Józef Grzesiak 5 fr. — Józef Salecki 10 fr. — Piotr Kłosiński 3 fr. — Maciej Projanowski 1 fr. — Stanisław Andrzejewski 5 fr. — Wincenty Fedorowicz 2 fr. — Stanisław Oskulski 5 fr. — Adam Stanicki 2 fr. — Jan Macała 1 fr. — Feliks Majchrzak 5 fr. — Stanisław Szewczyk 2 fr. — Julian Utrata 2 fr. 50 cent. — Hipolit Wesołowski 1 fr. — Aleksander Pluciński 2 fr. — Józefa Koperkiewicz 1 fr. — Wilhelm Koperkiewicz 1 fr. — Wojciech Anton 2 fr. — Józef Jasik 2 fr. — Jan Gebel 1 fr. — Bolesław Pełkowski 2 fr. — Michał Sepkowski 2 fr. — Franciszek Tabaka 5 fr. — Józef Głowiak 3 fr. — Jan Biernat 2 fr. — Jan Mazurek 20 fr. — Stefan Niesiołowski 10 fr. — Ignacy Kortylewski 5 fr. — Tadeusz Wysocki 5 fr. — Franciszek Malowski 2 fr. — Józef Wejer 4 fr. Razem, na listę p. Jana Mazurka z Marles-les-Mines, 169 fr. 50 c.

Razem w ubiegłym tygodniu, zebrałiśmy 297 fr. 50 cent.

Łącznie z ogłoszonymi w numerze 35 POLONII 9.487 fr., 50 cent. i 3.056 Marek polskich, zebrałiśmy podotąd **9.785 fr. i 3.056 Marek polsk.**

Jedyny Zakład Kuśnierski Polski

w Paryżu

A. MAKOWSKI

10, rue Jean-de-Beauvais, PARIS

Wielki wybór futer.

Modele pierwszorzędných domów.
Przechowywanie i przerabianie futer.
Ceny umiarkowane.

CAFÉ du PARNASSE

Beau local. — Rendez-vous des Peintres et Sculpteurs de toute nationalité.
Exposition permanente de tableaux.

103, boulev. du Montparnasse — Tél. Fleurus 21-34.

NAJSZYBCIEJ PRZESYŁKĘ PIENIĘDZY do POLSKI

za pomocą czeków, przekazów listowych lub telegraficznych. — skuteczniejsza jedynie.

Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie

Agencja w Paryżu

2, rue Grétry (od 1 Października: 36, rue de Châteaudun)

posiadający we wszystkich miejscowościach Polski swe oddziały, agencje i korespondentów.

Liczne listowne podziękowania świadczą, że jedynie Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie potrafił dotąd przestać **PIENIĄDZE NAJSZYBCIEJ I NAJTAŃNIEJ Z ZUPEŁNĄ GWARANCJĄ PUNKTUALNEGO DORECZENIA.**

Bank dla Handlu i Przemysłu w Warszawie specjalną roztoczył opiekę nad przekazami **KLASY PRACUJĄCEJ.**

Doktor J. MALINIAK

b. Asystent paryskich szpitali miejskich
Przyjmuje chorych Polaków 6, rue Piccini (metro Etoile). Telef. 53-13-47-11, we wtorki, czwartki i soboty od 1 1/2 do 3 popołudniu, i na wyznaczone rendez-vous.

Na Fundusz Propagandy Polskiej

Na Fundusz Propagandy, stosownie do odezwy naszej, otrzymaliśmy od WPP:

D. R. z Lyonu 20 fr. — Józefa Jurka z Tours 5 fr. i Kaz. S. z Paryża 100 fr.

Razem otrzymaliśmy 125 Fr.

Łącznie z ogłoszonymi w numerze 35 POLONII 530 Fr. i 5 dolarów, otrzymaliśmy na Fundusz Propagandy **655 Fr. i 5 dolarów.**

Dziękujemy serdecznie Zaczynym Ofiarodawcom. Uwagę naszych Czeltników polecamy gorącą tą ważną a palącą sprawą.

KRONIKA

Wiadomości kościelne.

W przyszłą niedzielę, ośmnastą po Świątkach, dnia 26 września, nabożeństwo z kazaniem polskim odbędzie się o godzinie 10 i pół zrana, w Kościele Polskim, przy ul. Saint-Honoré, 263 bis.

Składki na obronę kraju.

Zebrałiśmy przez robotników w Hayange, Nilvange, Algrange i Knutange a przesłane Konsulatowi Polskiemu w Strasburgu (we frankach franc.)

FOURRURES — PELLETERIES

E. ROSNER & C^{ie}48, rue du Colisée, PARIS (8^e)

Tél.: Elysée 21-46

CAFÉ DE LA ROTONDE Rendez-vous Artystów
105, boulevard des Artistes
Montparnasse Literatów Polskich i polskiej
Téléph. Saxe 26-82. Młodzieży uniwersyteckiej.

LEÇONS DE POLONAIS Excellente méthode. Progrès rapides. S'adresser 3 bis, rue Emile Allez, Paris 17^e (metro: Champerret ou Porte-Maillet).

St. Rożański 105, A. Kowalski 10, E. Kowalski 3, A. Kowalski 2, I. Krawczyk 10, K. Kozłowski 10, A. Marek 5, R. Koziański 25, W. Ruźniecki 5, St. Zych 10, B. Jakóbowski 20, J. Stempień 5, St. Wieczorek 10, L. Angermann 10, J. Fisiak 10, W. Piekarski 5, J. Jakóbowski 20, R. Mantaj 25, St. Kieraga 5, A. Klar 10, A. Pietrowski 10, A. Grondziel 10, W. Kamiński 20, F. Kubiak 5, K. Pieprzowski 10, A. Węglowski 20, E. Hercog 5, J. Nowak 5, Szymańska 5, St. Swiercz 10, J. Hajzler 10, F. Przybył 15. Razem 430 franków.

Stłowniki podroży.

Słowniki polsko-francuski i francusko-polski podroży, kosztują obecnie 4 fr. każdy, z przesyłką pocztową 4 fr. 50 cent; za zaliczeniem pocztowym 4 fr. 75 cent.

Podwyżki tej dokonała, oczywiście, nie my, lecz księgarnia francuska, która te słowniki wydaje.

Osobiste.

P. Stanisław Sterling, znany przemysłowiec, wyjechał z rodziną do Polski, gdzie osiada na stałe w Poznaniu. P. Sterling przystąpił do wielkiego przedsiębiorstwa metalurgicznego w Grudziądzu a nadto nosi się z zamiarem nabycia fabryki żelaznej pod Poznaniem. Kolonji polskiej ubył jeden z domów, skupiających rodaków na obczyźnie.

Falszywe paszporty.

Ukazały się w Paryżu fałszywe paszporty polskie...

Lekkomyślnych ostrzegamy przed ciężką odpowiedzialnością kryminalną, którą pociąga za sobą we Francji posługiwanie się podrobionymi legitymacjami.

Wieczornica.

« Sokół » paryski urządza, w dniu 16 października, wielką wieczornicę z bardzo obfitym programem.

Szczegóły podamy w jednym z najbliższych numerów.

Rodacy nasi w Lyonie.

Komitet Polski w Lyonie zawiadamia nas, iż, za pośrednictwem Konsulatu Polskiego w Lyonie, przesłał do Poselstwa Polskiego w Paryżu, na rzecz Armii ochotniczej i rodzin po poległych żołnierzach, sumę 6,946 fr. 50 cent.

Na fundusz ten tak znaczny złożyli się: Stowarzyszenie Polskie w Lyonie 2,465 fr.; — Stowarzyszenie Polskie w St. Etienne 3,786 fr. 50 cent.; — Polacy w Grenoble 595 fr.; — i p. L. Biernawski 100 fr. Razem 6,946 fr. 50 cent.

Rodakom naszym z południowo-zachodniej Francji, z powodu tego aktu solidarności narodowej, zasyłamy wyrazy głębokiego uznania.

Protest Delegata Rządu Argentynskiego.

Z powodu zamieszczony na łamach POLONII, przed kilku miesiącami, notatki o misji naukowej Dra. Kopaczewskiego, Dr. A. H. Roifo, profesor Uniwersytetu w Buenos-Aires, delegat Rządu Argentynskiego i delegat Akademii Medycznej, nadsyła nam następujące pismo:

« Przeczytawszy w pańskim poczytnym piśmie notatkę p. t. « Misja » a dotyczącą mego kraju, proszę o łaskawe sprostowanie pomyłki, która zaszła. A mianowicie P. Dr. Kopaczewski, w podróży swej do Włoch ani też w żadnej innej wycieczce naukowej, nie miał sobie powierzony żadnej misji przez Rząd Argentynski ani też przez Uniwersytet w Buenos-Aires, z którym nie ma żadnej łączności.

« Jako oficjalny delegat Rządu Argentynskiego, i Akademii Medycznej celem poczynienia studjów naukowych, uważam sobie za obowiązek ogłosić to sprostowanie ».

W sprawie Szpitala dla Polski.

Zwracamy uwagę wszystkich Czytelników na palącą kwestję wyjeżdżającego do Polski szpi-

BANK
dla HANDLU i PRZEMYSŁU
w WARSZAWIE

Kapitał akcyjny 43.200.000 Mp. — Rezerwy około 7.000.000 Mp.

Instytucja centralna: WARSZAWA, ul. Traugutta, 8.

ODDZIAŁY I AGENTURY: Warszawa, Biała podlaska, Białystok, Brześć-Litewski, Drohobycz, Grajewo, Lwów, Łomża, Łuków, Międzyrzec, Mińsk-Litewski, Siedlce, Stanisławów,

AGENCJA W PARYŻU

2, rue Grétry Paris (2^e)

Telefon: Gutenberg 47-45. Adres telegraficzny: Bankvarab. dokonywa wszelkich czynności bankowych na najkorzystniejszych warunkach; wydaje bezpośrednio, po najlepszym kursie dnia, przekazy pieniężne na wszystkie miejscowości Kraju i zagranicę; wypłaca pieniądze telegraficznie; otwiera rachunki czekowe i płaci od wkładów, a vista 3 1/2 % w stosunku rocznym; załatwia inkaso frachtów, weksli, trat, konosamentów, kuponów i. t. d.; wykonywa zlecenia giełdowe; udziela bezpłatnie wszelkich informacji, celem popierania wzajemnych stosunków handlowych między Francją a Polską.

Compagnie Générale Transatlantique
PARIS — 6, RUE AUBER

LINJA POCZTOWA Z HAVRU DO NOWEGO-YORKU

Szybkie parostatki

dla podróżujących Iej, IIej i IIIej klasy.

Wyjazd z Havru co sobota.

Pociągi specjalne z Paryża do Havru

Bliższych informacji udziela Biuro

6, Rue Auber, PARIS

HENRYK HUT wielki wybór wyrobów
Kusnierskich
66, Rue de Provence, PARIS. — Tél.: Trudaine 61-91

ZAKŁAD MEBLOWO-TAPICERSKI
S. GUTTMAYER 4, avenue Bosquet
PARIS (VII^e)

Podje muje się wszelkich robót dekoracyjnych
Odnawia meble starożytne

MUZYCZY AMATORZY poszukiwani są zaraz do organizującej się orkiestry. Zgłoszenia pisemne nadsyłać: Mr. Rembelski, 3, rue Fourcy, Paris (IV^e). Dla kapelmistrza.

PIERWSZORZĘDNY ZAKŁAD
KRAWIECKI MĘZKI

E. KUCHARSKI
48, rue Richelieu, Paris

Krój wytworny. — Wykończenie staranne.

Ostatnie modele.

Ustępstwo od cen dla Rodaków.

„AU MONT-BLANC“ HOTEL i RESTAURACJA
POLSKA, 2, avenue Gilbert, stacja kolejowa
Champigny. Dojazd z dworca « Bastille » lub
tramwajem od stacji Metro « Vincennes ».

Wyborowa kuchnia. Piękny ogród. Miejsce-
wość uroczą. Muzyka i Tańce. Jedyne miejsce
do wycieczek. Ceny b. umiarkowane.

Właściciel Stefan Kniat.

tala Dra. Rodziewiczza. Na ten cel potrzebne są nagwałt fundusze. Podotąd Szpital, dzięki ofiarom obywateli francuskich, otrzymał darów w naturze na sumę około 50,000 fr. a między darami tak cenne rzeczy, jak bieliznę, chloroform, narzędzia, opatrunki, łózka i. t. p.

Niechże nasi Czytelnicy zwrócą uwagę, że zaopatrzenie wyruszającego Szpitala jest daleko ważniejszym, niż dary pieniężne, słane do Polski... W Polsce brak wszystkiego, za pieniądze nawet nie można dostać leków, w ambulansach frontowych operacji dokonuje się bez środków znieczulających, dla chorych nie ma nawet kubków blaszanych... Dobrze zaopatrzone a wysyłany stąd Szpital wart więc będzie więcej niż dziesiątki tysięcy franków!

Nadsyłajcie ofiary na Szpital dla Polski Dra. Rodziewiczza, jest to, w tej chwili, najpilniejszy cel, wszystkie inne, wobec niego, są drugorzędne.

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.

BANQUE
pour le COMMERCE et l'INDUSTRIE
à VARSOVIE

Kapitał akcyjny 43.200.000 Mp. — Rezerwy około 7.000.000 Mp.

Instytucja centralna: WARSZAWA, ul. Traugutta, 8.

ODDZIAŁY I AGENTURY: Warszawa, Biała podlaska, Białystok, Brześć-Litewski, Drohobycz, Grajewo, Lwów, Łomża, Łuków, Międzyrzec, Mińsk-Litewski, Siedlce, Stanisławów,

AGENCJA W PARYŻU

2, rue Grétry Paris (2^e)

Telefon: Gutenberg 47-45. Adres telegraficzny: Bankvarab. dokonywa wszelkich czynności bankowych na najkorzystniejszych warunkach; wydaje bezpośrednio, po najlepszym kursie dnia, przekazy pieniężne na wszystkie miejscowości Kraju i zagranicę; wypłaca pieniądze telegraficznie; otwiera rachunki czekowe i płaci od wkładów, a vista 3 1/2 % w stosunku rocznym; załatwia inkaso frachtów, weksli, trat, konosamentów, kuponów i. t. d.; wykonywa zlecenia giełdowe; udziela bezpłatnie wszelkich informacji, celem popierania wzajemnych stosunków handlowych między Francją a Polską.



ANTIQUITÉS & OBJETS D'ART

J. BAUER

162, Boulevard Haussmann, PARIS - Tél. Elysée 07-71

Kupuje i płaci drogo meble starożytne, brzozy, makaty.

FUTRA — WYROBY FUTRZANE

REPARACJE — PRZERÓBKI

S. BESTER
43, rue d'Hauteville — PARIS

Wywóz - Pośrednictwo

LECZIŃSKI & C^{ie}
664, San Martin | 67, rue de la Victoire
BUENOS-AIRES | PARIS
Républ. ARGENTINE | Telefon: CENTRAL 07-74

Udziela wszelkich informacji i podej-
muje się wszelkich zakupów w Argentynie
jako to: Skór, Wełny, Mięsa mrozo-
nego i. t. d.

BIENENFELD JACQUES
KUPUJE: Perły, Drogie Kamienie,
Biżuterje okazyjne.
PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62
Téléph.: CENTRAL 90-10
LE GÉRANT: P. NEVEU